

**Les écoliers polonais ne sauront que quelques jours avant la rentrée si leur école sera ouverte. En attendant, les établissements se préparent à faire face à un regain de l'épidémie de coronavirus à l'automne, dans le flou.**

La fin mouvementée de l'année scolaire passée n'aura pas d'influence sur la nouvelle. C'est ainsi que nous pouvons interpréter les mots du premier ministre Mateusz Morawiecki qui s'était montré bien optimiste lors d'une conférence de presse en juin dernier, déclarant qu'il savait déjà comment faire face au coronavirus et que l'économie ne serait pas de nouveau mise à l'arrêt. Mais plus la rentrée approche, plus les doutes surgissent, car le nombre de cas ne cesse de grimper. La Pologne a enregistré 44 416 cas de Covid-19 depuis le début de l'épidémie au mois de mars, pour 1 694 décès.

« *Nous voulons que les élèves retournent à l'école à partir de septembre* », a vaguement déclaré le ministre de l'Éducation nationale Dariusz Piontkowski sur Twitter la semaine dernière. Le gouvernement planche sur des réglementations garantissant la sécurité des élèves, a-t-il assuré. Parmi les solutions envisagées : déléguer plus de pouvoirs aux directeurs d'écoles. « *En cas d'épidémie ou de menace réelle pour la santé des élèves et des enseignants, nous souhaitons que le directeur, après consultation avec l'Inspection sanitaire d'État, puisse réagir rapidement* ». Mais les circonstances qui pourraient justifier la fermeture d'un établissement n'ont pas été explicitées. Qu'est-ce qu'une « menace réelle » ? Une seule contamination avérée pourrait-elle entraîner la fermeture ?

Dans tous les cas, cette mesure suscite des doutes. Sławomir Broniarz, le président du syndicat des enseignants polonais (ZNP), pense que donner aux directeurs cette nouvelle responsabilité n'est pas une bonne décision, en plus de toutes les tâches qui leur ont été déjà données ces derniers mois. Il souligne également que le personnel administratif n'a pas les compétences pour évaluer le niveau des menaces épidémiologiques.

**Le flou reste total**

Waldemar Kraska, le vice-ministre de la Santé, a déclaré lundi que la décision d'accueillir ou non les enfants à l'école serait prise une semaine ou deux seulement avant le 1er septembre, date de rentrée des classes. « *Tout dépendra de la situation épidémiologique à la fin du mois d'août* », a-t-il dit.

Dans les semaines à venir, une cellule spéciale se réunira au ministère pour travailler sur une stratégie à adopter en cas de deuxième vague, pour la rentrée et les mois qui suivront. Selon Waldemar Kraska, « *la saison d'automne, propice aux maladies virales, apportera plus de cas de coronavirus et de grippe* ».

L'équipe ministérielle analysera la situation épidémique dans d'autres pays et rendra un avis sur la mise en œuvre possible de protocoles que certains États ont mis en vigueur. Cela comprendrait notamment le rétablissement de l'obligation de se couvrir la bouche et le nez dans les espaces ouverts, des tests de dépistage, les restrictions ou les vaccinations. Une même évaluation se

produira en octobre, au moment de la rentrée universitaire.

Le vice-ministre de la Santé a ajouté, que le ministère envisage une campagne pour populariser la vaccination contre la grippe saisonnière. Car selon les données de 2018, seulement 4 % de la population polonaise serait vaccinée contre elle.

En parallèle, le ministère de l'Éducation Nationale se prépare au cas où la pandémie de COVID-19 s'installerait durablement, en développant les outils numériques. Dans [une interview](#) pour *Dziennik Gazeta Prawna*, Dariusz Piontkowski a fait savoir que des travaux sont toujours en cours afin d'améliorer les logiciels de vidéoconférences et multiplier les documents numériques. Les universités envisagent également le développement et la généralisation des cours à distance, comme le sous-tend le professeur Wiesław Banyś. Pendant ces grandes vacances d'été, les établissements scolaires se préparent donc à l'inconnu.

*Image d'illustration : Andrzej Błaszczak - Praca własna / Wikicommons*